

L'UE fait l'autruche

« L'annonce par la Commission européenne d'une baisse drastique du budget de la PAC et de sa "re-nationalisation" est une alerte majeure, non seulement pour notre agriculture, mais pour toute notre société ». Olivier Faure, Premier secrétaire du PS, et Dominique Potier, secrétaire national au développement des ruralités, nouveau modèle agricole et

alimentaire, ont sonné le tocsin le 1^{er} juin, suite aux propositions de la Commission européenne dans le domaine agricole.



Pour une PAC audacieuse et novatrice

Il y a en effet de quoi s'inquiéter. À l'origine, la baisse du budget de l'agriculture devait être de 5%. Mais ça n'était pas suffisant pour le commissaire au budget qui a finalement décidé de le réduire de 14% pour les aides directes et de 25% pour le développement durable !

« Alors que les réformes successives de la PAC, adoptées depuis 25 ans, ont été dévastatrices pour les agriculteurs, l'emploi, l'économie locale et dangereuse pour notre sécurité alimentaire, la Commission européenne continue sa politique de l'autruche », s'est indigné Éric Andrieu, député socialiste européen, porte-parole du groupe socialiste pour l'Agriculture et le Développement rural.

Face aux concurrences déloyales et aux crises que traversent de nombreuses filières, l'Europe doit au contraire maintenir la valeur du budget actuel de la PAC en euros constants et mettre en place les outils de régulation indispensables.

« Parce que la nourriture n'est pas une marchandise comme les autres, l'agriculture ne peut être la variable

d'ajustement d'une mondialisation sans foi ni loi.

La PAC ne doit plus être considérée comme un budget conservateur de la vieille Europe, mais comme un investissement d'avenir pour nos territoires et notre planète. Un investissement d'avenir pour la dignité de tous ceux qui travaillent la terre », a insisté Olivier Faure, tandis qu'Éric Andrieu appelle « une approche audacieuse et novatrice » et annonce une mobilisation sans faille des eurodéputés socialistes, pour infléchir la proposition de la commission.

Mais la balle est aussi dans le camp des gouvernements nationaux. En 2012, le président de la République et Stéphane Le Foll se sont mobilisés pour préserver et réorienter le budget de la Politique Agricole Commune.

Pour l'exécutif, aujourd'hui, c'est l'heure du choix. Face aux propositions de la Commission européenne, toute ambiguïté affaiblirait la France. « Nous attendons une vision et une volonté sans faille », a prévenu Olivier Faure qui propose au gouvernement de constituer, dès demain, une union politique transpartisanne pour promouvoir, à travers la PAC, un renouveau du modèle européen.



Bilan lucide

On a pu le vérifier à Brest et Quimper : le livre publié par François Hollande ne laisse pas les Français indifférents. Certains veulent y voir une difficulté pour le PS. À la tribune du Conseil national, Olivier Faure a mis fin à cette polémique inutile.

« Le travail esquissé par François Hollande est utile », a indiqué le Premier secrétaire. En effet, qui pourrait comprendre que nous nous livrions à un inventaire du quinquennat sans recueillir la parole de celui qui en fut l'acteur principal ?

Mais la part de vérité de l'ancien président n'épuise pas le sujet.

Les secrétaires nationaux, ainsi que les premiers signataires des textes d'orientation conduiront, aussi, leur travail d'inventaire, ainsi que l'ensemble des Français qui souhaiteront apporter leur contribution.

Les électeurs ont adressé un message très clair aux socialistes l'année derrière. Il convient collectivement de l'analyser et d'en tirer les conséquences, si nous voulons être crédibles dans nos propositions.

La Bretagne parle d'une seule voix

« 41 ans, ancien maire de Liffré, président du Conseil régional, socialiste et fier de l'être ». Voilà, en quelques mots comment Loïg Chesnais-Girard s'est présenté devant la soixantaine d'adhérents, venus échanger avec lui le 8 juin, à Brest.



Le point sur les dossiers de la Région

Voilà maintenant un an que Loïg Chesnais-Girard occupe la fonction de président du Conseil régional, à la tête d'une majorité hétéroclite soudée par la volonté de mettre en œuvre le programme adopté par les électeurs en décembre 2015, social-démocrate, européen et décentralisateur.

Cette rencontre a permis de faire le point sur plusieurs dossiers régionaux. Et d'abord sur celui de la fermeture du lycée de Plouhinec. « **Nous avons mal vécu l'annonce de sa fermeture** », a insisté Jean-Yves Coignec, se faisant le porte-parole du pays de Douarnenez et du Cap Sizun.

Pour s'être rendu cinq fois à Plouhinec, Loïg Chesnais-Girard, mesure tout à fait l'émotion suscitée par la décision qu'il a été obligé de prendre. « **Obligé parce qu'il n'est pas possible de laisser fonctionner un lycée avec moins de 45 élèves.** » C'est l'intérêt des lycéens qui est en jeu.

« **Nous mettons en œuvre notre projet social-démocrate, européen et décentralisateur.** »

Cependant, la fermeture du lycée ne signifie pas le retrait complet de la Région de cette commune. Elle est, en effet, partie prenante dans les discussions pour sa redynamisation et pour inventer une reconversion des bâtiments.

En outre, la Région Bretagne regarde avec attention les lycées de taille modeste afin de ne plus être dans l'obligation d'en fermer.

À quelques jours de la session plénière et alors que le premier ministre avait promis de proposer un pacte d'accessibilité pour la Bretagne avant l'été, les questions ont bien sûr portées sur l'avancement des discussions avec l'État, en particulier par rapport à l'objectif Brest et Quimper à trois heures de Paris. Malheureusement, le président du Conseil régional n'a annoncé aucun scoop. Pour l'instant l'État n'a rien

proposé en matière d'accessibilité. Ni sur l'achèvement de la RN 164, ni sur le développement des aéroports bretons. « **Car, a rappelé Loïg Chesnais-Girard, le pacte d'accessibilité recouvre toutes ces dimensions** ». Seul motif de satisfaction pour le président de la Région : « **Nous parlons tous d'une même voix, en Bretagne et nous présentons un front uni** ».



Un échange sans langue de bois

D'autres dossiers, comme le développement des énergies marines renouvelables restent aussi dans le flou.

Mais à côté de ces difficultés, la région enregistre tout de même de belles victoires, comme le sauvetage de *Doux* ou plutôt la ré-orientation du modèle de la société de Châteaulin (*voir encadré*). La Région Bretagne démontre ainsi qu'elle peut inventer un nouveau modèle qui corresponde aux attentes des consommateurs en s'appuyant sur le savoir-faire breton.

France Poultry



de sauvetage de *Doux*, qui s'appellera désormais *France Poultry*.

Au total la Région apportera 20,9 millions d'euros.

« *Nous nous positionnons en acteurs de stabilisation, de cohérence, pas pour influencer la stratégie commerciale des repreneurs, LDC et Al Munajem* », a tenu à préciser le président du Conseil régional.

L'intervention de la Région servira notamment à financer une partie des travaux de la nouvelle usine de LDC qui verra le jour

à Châteaulin. En effet, les installations actuelles ne permettaient pas l'abattage des poulets de 3,3 kilos. Sur un total de 60 millions d'euros, la Région en apportera 12. Cette usine permettra de traiter le poulet frais.

Les équipements actuels, destinés à traiter le poulet congelé d'export, pour *Al Munajem* seront modernisés et la participation de la Région s'élèvera à 1,2 million d'euros.

Dans l'optique de renforcer l'ensemble de la filière volaille, la Région entrera au capital de la société *Yer Breizh*, à hauteur de 2 millions d'euros.

Enfin, la Région mobilisera 700 000 euros pour aider les salariés qui seront reclassés dans d'autres sites comme à Guiscriff (56), par exemple.

« *Nous sommes en train d'inventer un autre modèle* », a indiqué le président du Conseil régional. La stratégie agricole de la Région repose sur une montée en gamme des productions alimentaires.

Déambulations citoyennes

Virtuellement ou très concrètement, l'association L'Avenir autrement a décidé d'aller à la rencontre des habitants de Ploudalmézeau et de Portsall et de leur donner la parole.

« **Nous envisageons notre rôle comme celui d'un groupe citoyen de réflexion et de propositions, bien plus qu'un rôle d'opposition. La municipalité réalise certains projets de qualité, mais nous constatons des manques, notamment dans l'information et la concertation avec les habitants. Nous souhaitons donc proposer des nouvelles idées et de nouvelles façons de faire** », résume Logann Vince, le co-président de l'association.

Puisque la municipalité n'informe pas les habitants, L'Avenir autrement a décidé de le faire. C'est ainsi que, lorsqu'un projet de déploiement de vidéo surveillance a été lancé, c'est L'Avenir autrement qui a informé les habitants et qui leur a demandé leur avis. **«Ce projet nous paraissait un peu démesuré pour une commune**

comme la nôtre ». Grâce à une lettre d'information, distribuée dans toutes les boîtes aux lettres, et à un formulaire en ligne sur internet, les habitants de Ploudalmézeau ont pu être informés de ce projet. Les caméras seront finalement installées mais pas en catimini.

Forte de ce premier succès, et de la participation des habitants qui pouvaient donner leur avis sur l'installation des caméras via un formulaire sur internet, l'association a décidé de poursuivre sa démarche en organisant des



À la rencontre des habitants de Portsall

« *Déambulations citoyennes* ». **«Nous donnons rendez-vous aux habitants en leur précisant notre point de départ et notre itinéraire** », explique Logann Vince. Toutes celles et tous ceux qui le souhaitent viennent à leur rencontre. Dans une ambiance bon enfant, certains viennent juste apporter leur soutien. D'autres avancent des propositions. **«Tenez, ici, on pourrait déposer un composteur** », propose l'un, **«Là il y a assez de place pour installer un jardin partagé** », rajoute l'autre et plus loin, **«Il serait temps d'améliorer les jeux pour enfants** », suggère un dernier.

Bon enfant ne veut pas dire dilettante et c'est armé d'un carnet et d'un stylo que Logann Vince et ses colistiers arpentent les rues de Ploudalmézeau et de Portsall, notant les doléances et les propositions des Ploudalméziens pour s'en faire le relais au conseil municipal.

Les deux premières déambulations ayant rencontré un réel succès, l'expérience sera renouvelée à l'avenir.

En savoir plus

Comprendre l'Union européenne



« Afin de donner de meilleures clés de compréhension avant l'échéance électorale de l'année prochaine, le vendredi 22 juin à 19h30 se tiendra, au local PS de Landerneau (9 rue François Pengam), une table-ronde pédagogique organisée par la Fédération du Parti Socialiste autour de l'Union européenne, de ses institutions, de ses compétences et des répercussions éventuelles de ses politiques au plan local ainsi que des enjeux de l'élection à venir.

Deux actrices européennes du territoire interviendront et pourront répondre aux différentes questions : Marie-Pierre Vedrenne, responsable Europe direct, et Frédérique Bonnard Le Floc'h, conseillère

départementale déléguée aux affaires européennes et vice-présidente de Brest métropole chargée des politiques européennes. »

Grand Morlaix

Dans une tribune publiée le 3 juin dans Le Télégramme, les conseillers régionaux et départementaux socialistes de la région de Morlaix (*) expliquent pourquoi ils soutiennent le projet de « Grand Morlaix ». Il s'agit pour les élu.es socialistes d'un « projet déterminant pour l'avenir de notre territoire. Comme nous avons su être des précurseurs lors de la création de la communauté d'agglomération, ne manquons pas le train de la construction du Grand Morlaix. Car n'oublions pas que tout seul, on peut quelquefois aller plus vite, ensemble, nous irons sûrement plus loin ». (...)

(*) Jean-Paul Vermot, Solange Creignou (conseillers départementaux de Morlaix), Joëlle Huon, Georges Lostanlen (conseillers départementaux de Plouigneau), Gwenegan Bui et Olivier Le Bras (conseillers régionaux).

La Ruche Socialiste



La plateforme numérique, mise en ligne le 9 juin, à l'issue du Conseil national, pour co-construire le projet socialiste, chantier après chantier, s'appellera « La Ruche Socialiste ».

Le premier chantier concerne l'avenir de l'Union européenne.

Participez à la renaissance des idées sur <https://laruchesocialiste.fr/>

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Jo Carval. Ancien secrétaire de la section de Plogoff, il fut un militant très actif dans le Cap Sizun, notamment dans la lutte contre la centrale.

Nous adressons à son fils et sa famille nos plus sincères condoléances.

Agenda

22 juin

19h30 : Réunion d'information sur les institutions européennes avec Marie-Pierre Vedrenne et Frédérique Bonnard Le Floc'h au local du PS à Landerneau.

23 juin

Conseil fédéral.

8 septembre

Journée de rentrée fédérale.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1231 - Vendredi 15 juin 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



L'Europe jusqu'au bout

Olivier Faure

« Le Parti Socialiste doit changer et il va changer ! », c'est par ces mots qu'Olivier Faure a débuté son intervention en clôture du Conseil national qui s'est tenu le 9 juin à Paris.

« Non pas que nous aurions forcément failli. Mais, assurément, nous avons déçu. Faute d'imagination, nous avons donné le sentiment de l'épuisement d'une pensée. Pensée féconde dans le cadre des États Nations, mais insuffisante et souvent impuissante dans la mondialisation et face aux grands défis de la modernité.

Cette crise de la politique affecte toutes les familles de pensée qui ont gouverné sur le continent.

L'incapacité à imaginer le monde d'après la chute du Mur, l'affaiblissement des options collectives et régulatrices portées par la gauche, ainsi que la défiance suscitée par les orientations libérales des droites européennes, ont ouvert les portes du pouvoir à la démagogie et au populisme xénophobe. En Hongrie, en Pologne, en Autriche, en Slovénie, les populistes ont pignon sur rue. En Allemagne, l'AFD creuse son sillon avec près de 100 députés qui n'hésitent plus à claronner que le nazisme est un détail de leur histoire... Pour la première fois, en Italie, l'un des six pays fondateurs de l'Union européenne, une alliance qui paraissait baroque il y a quelques semaines, vient de se nouer entre le mouvement 5 étoiles et la ligue du Nord. Et je n'oublie pas le score de l'extrême droite au second tour de la Présidentielle en France. Rappelant cela, je ne souhaite agiter aucune menace commode. Je veux en revanche nous rappeler à notre propre responsabilité. Comment susciter à nouveau l'enthousiasme autour d'une Union européenne que les Français ne veulent pas quitter, mais en laquelle ils ont cessé d'espérer ?

Ce sera l'enjeu de notre premier chantier qui s'ouvre, aujourd'hui, sous la présidence de Christine Revault d'Allonnes et Emmanuel Maurel. Il se conclura par un vote ouvert à tous les Français à la mi-octobre. D'ici à cette échéance, les lieux de discussion, de confrontation, doivent se multiplier : réunions publiques, cafés débats, points-rencontres sur les marchés... Tout doit être envisagé pour impliquer nos concitoyens dans ce débat que personne ne mènera comme nous.

Des pro-européens, c'est vrai, il y en a d'autres. C'est heureux et ce n'est pas

nouveau. Giscard était pro-européen. Il n'était pas pour autant Mitterrand.

Emmanuel Macron est aussi pro-européen, c'est incontestable. Mais lui souhaite sauver Bruxelles, nous nous voulons sauver l'idée européenne !

L'Europe ne peut se résumer à un marché. Il faut faire l'Europe jusqu'au bout c'est-à-dire sociale, écologique, démocratique, sinon les populistes en viendront à bout.

Nous devons prendre tous les grands défis, un à un. Frontalement. À commencer par le défi environnemental, énergétique, climatique.

Nous sommes les artisans de l'accord historique de la COP 21, les auteurs de la loi de transition énergétique, les inventeurs du concept même de développement durable, notre parti se réclame de la social-écologie, qui mieux que nous peut rendre l'Europe « green again » ! ?

C'est pour valoriser ce combat que le 29 juin, nous organiserons une rencontre au Cirque d'hiver avec de très nombreux leaders socialistes européens, chefs de partis, maires et le nouveau président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, devrait normalement nous y rejoindre.

La gauche européenne est en crise. Comment le nier ?

Mais pourquoi ne pas voir que, partout où elle se réinvente, elle reprend des couleurs, voire gouverne à nouveau avec succès comme avec notre camarade Antonio Costa au Portugal !

Nous allons donc redéfinir notre projet européen.

Nous débattons ensuite avec nos partenaires dans le cadre du Parti Socialiste Européen. C'est aussi ce qui nous distingue de nos concurrents. Nous avons des alliés. Nous ne sommes pas ambigus. Nous ne nous projetons pas dans une alliance confuse de tous les opportunistes. À Lisbonne, lors de son congrès, le PSE a rejeté l'idée d'une grande coalition. Nous sommes une force. Celle à laquelle les citoyens européens doivent un modèle social unique au monde. C'est à nous de le défendre et de le moderniser. »



Conseil national
LES CHANTIERS DE L'EUROPE